

VOLUME 2

SECTION 3 CONDITIONS PARTICULIÈRES

2.2-CLH.AID-012590-05-0/CS

TABLE DES MATIÈRES

Les présentes conditions particulières précisent et complètent les conditions générales applicables au marché. Sauf si les conditions particulières en disposent autrement, les dispositions des conditions générales susmentionnées demeurent pleinement applicables. La numérotation des articles des conditions particulières n'est pas consécutive et suit la numérotation des articles des conditions générales. Les autres conditions particulières doivent être indiquées ensuite.

Article 2 Langue du marché

- 2.1 La langue utilisée est le français.

Article 4 Communications

- 4.1 Tous les communications doivent inclure aussi le numéro de référence: 2.2-CLH.AID-012590-05-0/CS
- 4.2 Le maître d'ouvrage et le contractant utilisent un système électronique à toutes les étapes de l'exécution du marché, y compris, notamment, pour la gestion du marché (modifications et ordres de service), l'élaboration de rapports (y compris sur les résultats) et les paiements. Le contractant est tenu de s'inscrire sur le système d'échange électronique approprié et d'en faire usage pour assurer la gestion électronique du marché.

La gestion électronique du marché au moyen du système susmentionné peut commencer à la date de début de l'exécution du marché, comme décrit à l'article 33 des conditions générales du marché, ou à une date ultérieure. Dans ce dernier cas, le maître d'ouvrage informe le contractant par écrit de son obligation d'utiliser le système électronique pour toutes les communications dans un délai maximal de trois mois.

Article 9 Accès au chantier 9.1

- 9.1 L'attention du contractant est attirée sur le fait qu'il existe un expert technique de référence pour chaque lot dans les régions du Maître d'ouvrage . Le contractant est tenu de lui donner libre accès à ses chantiers, usines, ateliers, etc., et, d'une manière générale, de lui accorder toutes facilités utiles pour l'accomplissement de ses fonctions au même titre qu'au maître d'œuvre. Ces mêmes dispositions s'appliquent également aux représentants par lui désignés.

Article 15 Garantie de bonne exécution

- 15.1 Le montant de la garantie de bonne exécution est fixé à 10 % du montant du marché et de ses avenants éventuels qui serait retenue du Décompte définitif.

Article 16 Responsabilité et assurances

- 16.1 a) En dérogation à l'article 16, paragraphe 1, point a), deuxième alinéa, des conditions générales, l'indemnisation des dommages aux travaux issus de la responsabilité du contractant à l'égard du maître d'ouvrage est plafonnée à un montant égal à 10% du lot du marché.
- 16.1 b) En dérogation à l'article 16, paragraphe 1, point b), deuxième alinéa, des conditions générales, l'indemnisation des dommages issus de la responsabilité du contractant à l'égard du maître d'ouvrage est plafonnée à un montant égal à 10% du lot du marché.

Article 17 Programme de mise en œuvre des tâches

- 17.1 Voir le formulaire 04 - Volume 1, Section 4, formulaire 4.6.3. "PLAN DE TRAVAIL ET PROGRAMME"

Article 21 Risques exceptionnels

- 21.1 Cas de séisme, inondations, glissement de terrain ou toutes autres conditions météorologiques qui pourraient nuire à la poursuite totale des travaux.

Article 34 Période de mise en œuvre des tâches

- 34.1 La période de mise en œuvre et finalisation des tâches doit être fixée à une date ne dépassant pas une période de 3 (trois) mois à partir de la date de signature du contrat.

Article 36 Retards dans la mise en œuvre des tâches

- 36.1 L'indemnité forfaitaire pour retards dans l'exécution des travaux est fixée à 0,1 % de la valeur du marché pour chaque jour ou portion de jour écoulé entre la fin de la période de mise en œuvre des tâches et la date réelle d'achèvement des travaux et jusqu'au plafond de 10 % de la valeur du lot ou, si le marché est subdivisé en phases, de la phase concernée et jusqu'à concurrence de 10 % du montant de la phase concernée .

Article 39 Journal des travaux

- 39.1 Le contractant est requis d'utiliser un journal de travaux pour toute la durée de l'action.
- 39.2 Les attachements extra à fournir sont: photos de l'évolution des travaux et des Procès Verbaux des mises en œuvre des tâches

Article 40 Origine et qualité des ouvrages et matériaux

- 40.1 Tous les biens et matériaux achetés en application du présent marché peuvent provenir de n'importe quel pays.

Aux fins de la présente disposition, l'«origine» signifie l'endroit où les biens sont extraits, cultivés, produits ou manufacturés et/ou d'où les services sont prestés. L'origine des biens doit être déterminée en accord avec le code des douanes de l'Union européenne ou de la convention internationale applicable en l'espèce.

Article 43 Propriété des équipements et des matériaux

- 43.2 L'ensemble des installations, des ouvrages temporaires et des matériaux se trouvant sur le chantier qui appartiennent au contractant ou à une société dans laquelle le contractant a une participation majoritaire sont, pendant toute l'exécution du marché, dévolus au maître d'ouvrage.

Article 44 Principes généraux paiements

- 44.1 Les paiements sont effectués en MAD
- 44.2 Par dérogation, le paiement du préfinancement après signature du contrat au titre de l'avance forfaitaire doit être fait dans les 30 jours. Les autres préfinancements doivent être effectués dans un délai de 90 jours. Les paiements au contractant des montants dus au titre de chaque état de décompte approuvé par le maître d'œuvre sont effectués par le maître d'ouvrage dans un délai de 90 jours. Le paiement dû au titre du décompte définitif établi par le maître d'œuvre est effectué par le maître d'ouvrage dans un délai de 90 jours.

Article 46 Préfinancement

- 46.1 aucune préfinancement serait prévue

Article 47 Retenues de garantie

- 47.1 les garanties seront retenue du montant du Décompte définitif à hauteur de 10% du montant globale du lot du marché.

Article 48 Révision des prix

48.1 Le marché est à prix fermes et non révisables. Les prix figurant dans la soumission du contractant sont réputés avoir été établis sur la base des conditions économiques en vigueur 30 jours avant le dernier délai fixé pour la remise des offres (date de référence = Mai 2025).

Article 49 Évaluation des travaux

- 49.1 Ce marché est à forfait.

Les montants dus sont fixés par les tranches suivantes:

- 20% du montant du lot du marché au 50% des exécution des travaux
- 20% du montant du lot du marché a la fin d' exécution des travaux
- 50% du montant du lot du marché après la fin du période d'évaluation de la qualité des travaux et clôture formelle de l'action MINUS GARANTIE= Décompte définitif.

Article 50 Acomptes

- 50.1 Le contractant soumet une facture pour acompte au maître d'œuvre à la fin de chaque période mentionnée à l'article 50, paragraphe 7, sous la forme approuvée par celui-ci. Cette facture comprend les éléments suivants:
- a) l'estimation de la valeur contractuelle des ouvrages permanents exécutés jusqu'à la fin de la période concernée;
 - b) la somme retenue en garantie en application de l'article 47;
 - c) la somme à déduire pour le remboursement d'un préfinancement conformément à l'article 46; et
 - d) toute autre somme que le contractant est fondé à recevoir au titre du marché.

- 50.7 En dérogation de l'article 50.7 des Conditions Générales, les acomptes sont versés sur la base d'avancement des travaux comme mentionnée à l'article 49.1 concernant l'évaluation, précisément:
- 10% à la signature du contrat
 - 20% du montant du lot du marché au 50% des exécution des travaux
 - 20% du montant du lot du marché à la fin d' exécution des travaux
 - 50% du montant du lot du marché après la fin du période de réception provisoire et clôture formelle de l'action = Décompte définitif

Article 51 Décompte définitif

- 51.1 Le projet de décompte définitif est remis, au plus tard, à la date de la demande par le contractant de l'établissement du certificat de réception définitive. Pour permettre au maître d'œuvre d'établir le décompte définitif, le projet de décompte définitif est soumis avec les documents permettant d'établir en détail la valeur des travaux réalisés conformément au marché et toutes autres sommes que le contractant estime lui être dues sur la base du marché.
- 51.2 Le maître d'œuvre établit et signe le décompte définitif dans les 30 jours après l'établissement du certificat de réception définitive, prévu à l'article 62.

Article 68 Règlement des litiges

- 68.4 Tout litige entre les parties résultant du marché ou ayant un lien avec le marché, qui ne peut pas être réglé autrement, sera soumis à l'arbitrage conformément aux règles d'arbitrage de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services et selon les règles et procédures du bailleur des fonds

Article 72 Protection des données

Le traitement des données à caractère personnel liées à l'exécution du marché par le maître d'ouvrage se déroule conformément à la législation nationale de l'État du maître d'ouvrage et aux dispositions de la convention de financement correspondante.

2. Dans la mesure où le marché couvre une action financée par l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS), le maître d'ouvrage peut partager avec la AICS les communications relatives à l'exécution du marché. Ces échanges sont faits à la AICS, uniquement dans le but de permettre à cette dernière d'exercer ses droits et obligations en vertu du cadre législatif applicable au maître d'ouvrage. Les échanges peuvent impliquer des transferts de données à caractère personnel (telles que les noms, les coordonnées, les signatures et les CV) de personnes physiques participant à l'exécution du marché (telles que les contractants, le personnel, les experts, les stagiaires, les sous-traitants, les assureurs, les garants, les auditeurs et les conseillers juridiques). Dans les cas où le contractant traite des données à caractère personnel dans le cadre de l'exécution du marché, il informe en conséquence les personnes concernées de la transmission éventuelle de leurs données à la Commission. Toute donnée à caractère personnel transmise à la AICS sera traitée par cette dernière conformément aux dispositions du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE¹, et comme détaillé dans la déclaration relative à la protection de la vie privée disponible dans ePRAG.]

¹ JO L 205 du 21.11.2018, p. 39.

Article 73 Autres clauses supplémentaires

POLITIQUE DE PROTECTION DE L'ENFANCE ET CODE DE CONDUITE

Toute infraction au code de conduite suivant entraînera l'interruption immédiate de toute relation de travail avec OVCI et ses partenaires.

Le personnel et les autres personnes ne doivent jamais :

- Frapper ou agresser physiquement les enfants ou leur infliger des sévices corporels ;
- Développer des relations physiques/sexuelles avec les enfants ;
- Développer des relations avec les enfants qui pourraient être considérées comme de l'exploitation ou de la maltraitance ;
- Inciter des enfants de moins de 18 ans à avoir des rapports sexuels ou à se livrer à une activité sexuelle, quelle qu'elle soit, y compris en payant pour des services sexuels ;
- Embaucher des enfants pour des travaux domestiques ou autres qui ne sont pas adaptés à leur âge ou à leur stade de développement, qui empiètent sur le temps dont ils disposent pour l'éducation et les activités récréatives ou qui les exposent à un risque important d'accident ;
- Agir d'une manière qui peut être abusive ou qui peut mettre un enfant en danger d'abus ;
- Utiliser un langage, faire des suggestions ou donner des conseils inappropriés, offensants ou abusifs ;
- Se comporter physiquement de manière inappropriée ou sexuellement provocante ;
- faire passer la nuit à leur domicile, sans surveillance, à un ou plusieurs enfants avec lesquels ils travaillent ;
- Dormir dans la même chambre ou le même lit que l'enfant avec lequel ils travaillent ;
- Faire pour les enfants des choses de nature personnelle qu'ils peuvent faire eux-mêmes ;
- tolérer ou participer à un comportement illégal, dangereux ou abusif de la part des enfants, donner ou permettre aux enfants de consommer des drogues illégales, de l'alcool ou des substances réglementées, ou encourager leur consommation ;
- utiliser des ordinateurs, des téléphones portables, des caméras vidéo, des appareils photo ou des médias sociaux pour exploiter ou harceler des enfants, ou accéder à du matériel d'exploitation d'enfants par quelque moyen que ce soit ;
- Agir de manière à faire honte aux enfants, à les humilier, à les rabaisser ou à les dégrader, ou perpétuer toute autre forme de violence psychologique ;
- Discriminer, traiter différemment ou favoriser un enfant à l'exclusion des autres ;
- Adopter des actions ou des comportements qui pourraient être perçus par d'autres comme de l'exploitation ou de la maltraitance d'enfants ;

- Accorder un traitement de faveur, des cadeaux ou un paiement de quelque nature que ce soit à un enfant ou à une autre personne en relation avec un enfant dans le but de solliciter toute forme d'avantage ou de faveur sexuelle de la part d'un enfant.

Le personnel et d'autres personnes doivent le faire :

- Signaler immédiatement les inquiétudes ou les allégations d'exploitation et de maltraitance des enfants et de non-respect de la politique conformément aux procédures appropriées ;
- Divulguer immédiatement toutes les accusations, condamnations et autres résultats d'une infraction liée à l'exploitation et à la maltraitance des enfants, y compris celles relevant du droit traditionnel, qui ont eu lieu avant ou pendant la collaboration avec OVCI ou ses partenaires ;
- Respecter l'ensemble de la législation locale pertinente en matière de protection des enfants, de sauvegarde et de travail des enfants ;
- Avant de photographier ou de filmer un enfant, veillez à respecter les traditions ou les restrictions locales en matière de reproduction d'images personnelles ;
- Obtenir le consentement éclairé de l'enfant et de ses parents ou de son tuteur avant de photographier ou de filmer un enfant. Il faut expliquer comment la photo ou le film sera utilisé et veiller à ce que les images soient des représentations honnêtes du contexte et des faits.

Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive ou exclusive. Le principe est que le personnel doit éviter les actions ou les comportements qui peuvent conduire à un comportement abusif potentiel.

Il est important que l'ensemble du personnel et les autres personnes en contact avec les enfants respectent les règles suivantes :

- Prendre les enfants au sérieux lorsqu'ils nous parlent de maltraitance et leur apporter de l'aide ;
- Traiter les enfants avec respect ;
- Être conscient des situations qui peuvent présenter des risques et les gérer ;
- Planifier et organiser le travail et le lieu de travail afin de minimiser les risques de violation des droits de l'enfant ;
- Dans la mesure du possible, soyez visible lorsque vous travaillez avec des enfants ou garantisiez la présence de parents, de gardiens ou d'autres collègues ;
- Veiller à ce qu'il existe une culture d'ouverture permettant de soulever et de discuter de toute question ou préoccupation ;
- Veiller à ce qu'il existe un sentiment de responsabilité entre les membres du personnel afin que les mauvaises pratiques ou les comportements potentiellement abusifs ne restent pas sans réponse ;
- Parlez aux enfants de leurs contacts avec le personnel ou d'autres personnes et encouragez-les à exprimer leurs inquiétudes ;

- Responsabilisez les enfants et discutez avec eux de leurs droits, de ce qui est acceptable et inacceptable, et de ce qu'ils peuvent faire (et à qui ils peuvent s'adresser) en cas de problème ;
- Prenez des vidéos ou des photos, ou écrivez des histoires sur les enfants avec respect pour eux. Elles ne seront pas sexualisées, ne feront pas honte aux enfants et ne les mettront pas en danger ;
- Garder en sécurité les informations privées concernant un enfant afin que des personnes mal intentionnées ne puissent pas les découvrir, y compris l'identité de l'enfant ou son lieu de résidence.

En général, il n'est pas approprié de :

- Passer trop de temps seul avec un ou plusieurs enfants (avec lesquels nous travaillons), y compris dans des voitures, dans des chambres ou au domicile des enfants ;
- Ramener les enfants (avec lesquels nous travaillons) à la maison, en particulier lorsqu'ils seront seuls avec un adulte appartenant au personnel.

Principes relatifs à l'exploitation et aux abus sexuels :

- L'exploitation et les abus sexuels commis par des travailleurs humanitaires² constituent des actes de faute grave et sont donc des motifs de licenciement.
- Les activités sexuelles avec des enfants (personnes âgées de moins de 18 ans) sont interdites, quel que soit l'âge de la majorité ou l'âge du consentement au niveau local. La croyance erronée en l'âge d'un enfant n'est pas un moyen de défense.
- L'échange d'argent, d'emploi, de biens ou de services contre du sexe, y compris des faveurs sexuelles ou d'autres formes de comportement humiliant, dégradant ou d'exploitation est interdit. Cela inclut l'échange de l'aide due aux bénéficiaires.
- Les relations sexuelles entre les travailleurs humanitaires (expatriés et locaux) et les bénéficiaires sont fortement déconseillées car elles reposent sur une dynamique de pouvoir intrinsèquement inégale. De telles relations nuisent à la crédibilité et à l'intégrité du travail d'aide humanitaire.
- Lorsqu'un travailleur humanitaire a des inquiétudes ou des soupçons concernant des abus ou une exploitation sexuelle de la part d'un collègue, qu'il travaille dans la même agence ou non, il doit signaler ces inquiétudes par le biais des mécanismes de signalement établis par l'agence.
- Les travailleurs humanitaires sont tenus de créer et de maintenir un environnement qui prévient l'exploitation et les abus sexuels et favorise la mise en œuvre du présent code de conduite. Les responsables à tous les niveaux ont la responsabilité de soutenir et de développer des systèmes qui maintiennent cet environnement.

Tout manquement au code de conduite suivant entraînera l'interruption de toute relation de travail/contrat avec OVCI et ses partenaires.

² Dans ce contexte, le terme "travailleur humanitaire" s'applique à l'ensemble du personnel, des volontaires et des autres représentants, y compris les contractants, les consultants, les chercheurs, les membres du conseil d'administration et les administrateurs (personnel expatrié et local).

* * *